

Séminaire DEFIE

19-22.03.2019

## **L’Afrique subsaharienne.**

### **Des indépendances aux voies de développement et aux défis à relever.**

#### **Géohistoire et géopolitique**

Ouverture par le Vice-recteur

Mesdames et Messieurs,

Longtemps, les représentations de l’Afrique, surtout de l’Afrique subsaharienne, ont véhiculé les images de la désolation, des guerres civiles, des famines. Désormais, ce sont les images d’un territoire en émergence, ouvert à la mondialisation qui sont le plus volontiers associées au continent. Il est vrai que depuis les années 1990, les sociétés africaines sont sujettes à de profondes mutations socio-économiques dans les domaines démographique, politique, culturel et économique. Aujourd’hui, le continent africain n’est plus considéré comme marginal dans les relations internationales, il suscite bien au contraire un intérêt croissant, surtout aux plans géostratégique, économique et démographique – dans le sens où les flux migratoires en provenance de l’Afrique sont devenus un enjeu de politique majeure pour les États membres de l’Union européenne (UE), tout comme pour les États africains les mouvements migratoires au sein même de leur continent.

Ce séminaire sur « L’Afrique subsaharienne. Des indépendances aux voies de développement et aux défis à relever. Géohistoire et géopolitique », est organisé par le Département Formation Innovation Expérimentation (DEFIE) du Vice-rectorat et propose une formation de réactualisation scientifique à destination des cadres de l’éducation nationale du premier et second degré, exerçant dans les disciplines histoire, géographie, sciences économiques et lettres.

Le séminaire a donc pour objet de réfléchir sur les mutations et les défis de l’Afrique subsaharienne, cette vaste étendue du continent africain au Sud du Sahara, aux entités et civilisations multiples et diverses, berceau de l’humanité puisque lieu de naissance de « l’Homme moderne », *l’Homo sapiens*. Composée de 48 États, îles comprises, dont les frontières sont issues de la décolonisation, l’Afrique subsaharienne est subdivisée en quatre sous-régions, l’Afrique de l’Ouest (qui englobe le Bénin, la

Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mali ou encore le Nigéria et le Sénégal), l'Afrique de l'Est (qui s'étend du Mozambique aux Seychelles en passant par Madagascar et englobant l'Ethiopie, le Rwanda ou encore le Kenya et la Tanzanie), l'Afrique centrale (composée de l'Angola, du Tchad, du Gabon ou encore de la République centrafricaine) et l'Afrique australe – qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, est la seule région du sous-continent à connaître une présence européenne significative à l'intérieur des terres.

Ces États africains actuels ont des frontières sanctuarisées en 1963 par l'OUA, mais qualifiées souvent, par des géographes ou des juristes, comme artificielles car délimitant des espaces politiques structurellement déficients du point de vue économique et d'illégitimes car ne correspondant pas à des réalités ethniques ou historiques antérieures. Il est vrai que la notion de « frontière » est culturellement étrangère au sein des sociétés africaines qui présentent un mode d'organisation sociale où la gouvernance n'est pas centralisée mais plutôt partagée et pour lesquelles l'État-nation, tel qu'il est perçu en Occident, est un concept importé. L'Afrique est parcourue cependant, comme les autres continents, par de nouvelles dynamiques du changement, qu'elles soient d'ordre économique, commercial ou institutionnel, par des mouvements de recomposition qui touchent la structuration et la hiérarchisation des territoires et le développement des métropoles, par des perspectives de valorisation des ressources renouvelables, par la révolution numérique.

L'Afrique subsaharienne compte près de 1,1 milliard d'habitants en 2018, d'après l'ONU ce chiffre devra être révisé à la hausse en 2050 : 1,8 milliard d'habitants, voire plus. Le sous-continent compte 45 pays ayant le plus haut taux de fécondité de la planète ; l'Afrique subsaharienne reste la région du monde où l'on enregistre le plus fort taux de mortalité infantile et malgré des hausses de scolarité, des millions de jeunes, surtout des filles, ne reçoivent pas d'enseignement élémentaire. L'Afrique subsaharienne est la partie du continent la plus démunie en matière économique. Mais les grandes tendances de fond s'accompagnent aussi de développements spécifiques selon les pays, et les situations d'un pays à l'autre sont bien différentes, comme les réponses aux défis économiques et démographiques ou sanitaires qui se posent à eux. Ainsi, il n'y a pas nécessairement de lien entre le niveau de développement économique, la santé et la malnutrition : malgré un niveau de revenu par habitant 5 fois inférieur, l'Ethiopie présente de meilleurs indicateurs sanitaires que le Nigéria.

Nous sommes, vous le constaterez aisément, confrontés à un continent de contrastes et en même temps à une « terre d'espérance », comme le Pape François avait qualifié l'Afrique à Bangui, en République centrafricaine, le 30 novembre 2015. Après les décennies 1980 et 1990, marquées par l'ajustement structurel, les conflits de la fin de la Guerre froide, le génocide rwandais et les affrontements en chaîne de l'Afrique des Grands Lacs, le XXI<sup>e</sup> siècle s'est levé sur une autre vision de

l'Afrique : celle d'un continent en croissance, où les conflits majeurs ont reculé et où une phase d'ébullition économique et intellectuelle a succédé à la stagnation de l'ère précédente.

Je vous souhaite des échanges fructueux, au sein des ateliers et au cours des conférences organisés tout au long des 4 journées de formation qui se dérouleront au collège de Kwalé et aux lycées de Petite-Terre et de Banama. Je remercie les chefs d'établissements pour leur accueil, le DEFIE et les corps d'inspection pour leur implication afin d'assurer le succès de ces séquences, les intervenants universitaires, ainsi que Marie-Thérèse Louvier, chargée de mission d'Inspection, et Frédéric Louvier, professeur formateur académique, pour leur rôle de coordinateur de ces journées.

Avant de vous laisser débiter les travaux, permettez-moi juste un mot encore, en guise de conclusion. Saisir les différences entre les similarités, historiques et culturelles, qui nous distinguent de l'Autre et nous unissent à lui, telles sont la base indispensable d'un monde plus tolérant. Pour cette raison, l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de la culture devrait être obligatoire dans n'importe quel cursus éducatif, et au-delà de l'école, car il s'agit bien d'être capable de porter un regard objectif sur le continent africain à l'aune d'une connaissance réelle de l'histoire précoloniale si riche et si complexe, et de se débarrasser à la fois des indignations à géométrie variable et des fantasmes géoculturels fondés sur une ignorance parfois abyssale. L'Afrique a été trop longtemps un continent oublié, parce qu'il fut, et qu'il est encore, dans une large mesure, le moins compris de tous. Je ne peux donc que féliciter tous les organisateurs d'avoir initié ce séminaire qui porte sur un chapitre majeur de l'histoire et de la géographie de notre monde et sur des pays qui, pour certains, sont des voisins pour nous, ici, à Mayotte, ou du moins partagent un destin commun autour du canal du Mozambique !

Bon travail et merci pour votre attention.

Stephan Martens